

# **Madagascar depuis l'indépendance : impasse et blocage du développement**

par Dominique Barjot

Professeur émérite à Sorbonne Université

Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer

Président du Comité français des sciences historiques

Madagascar est aujourd'hui l'une des nations les plus pauvres du monde. Après l'indépendance, obtenue en 1960, l'économie malgache a poursuivi son développement sur la base de l'époque coloniale. Elle hérite alors de la politique de construction d'infrastructures par les autorités françaises et d'une économie de marché fondée sur les produits agricoles, les mines, le textile et le tourisme. Durant la présidence de Philibert Tsiranana, de 1960 à 1972, Madagascar connaît une croissance lente mais régulière du revenu par tête. Elle s'appuie à la fois à l'aide publique et aux capitaux français, mais aussi à une politique agricole volontariste et à un investissement marqué dans l'éducation.

Sous la Deuxième République, la crise politique des années 1972 à 1975, puis les choix collectivistes du président Didier Ratsiraka ouvrent la voie à une nouvelle crise plus globale, puis à une longue dépression économique qu'aggravent ensuite les mesures d'ajustement structurel imposées par le FMI à partir de 1982. Depuis le départ de Ratsiraka et l'institution des Troisième et Quatrième Républiques, l'économie nationale ne parvient pas à retrouver la voie d'une croissance économique soutenable et régulière ni même son niveau de développement de la fin des années 1960. Cela s'explique par les graves crises survenues en 2001, 2009 et 2020-2021, cette dernière en raison de l'épidémie de COVID-19. Y concourent également la succession des catastrophes naturelles (cyclones, inondations, sécheresses), l'instabilité politique, la mauvaise gouvernance et la corruption.

Soumise à une croissance démographique forte, l'économie de Madagascar repose sur l'agriculture. Si le riz en constitue la première production agricole, le pays devient à partir de 1994 importateur net de riz asiatique, moins coûteux. De ce fait la dépendance de Madagascar vis-à-vis de l'industrie minière se renforce. Quant au secteur de l'énergie, il présente les caractéristiques propres aux pays les moins avancés, avec, notamment, une domination écrasante de la biomasse. Cependant, à partir de 2002, le président Marc Ravalomanana ouvre le pays aux investissements étrangers et à l'essor du commerce extérieur. En dépit du lancement par le président Andry Rajoelina, en 2019-2023, du « Plan émergence », la situation économique de Madagascar demeure fragile. En effet, le pays se caractérise par un faible potentiel de croissance. Des réformes structurelles d'envergure sont nécessaires à une accélération significative et durable de la croissance à court, moyen et long terme. Il s'agit en effet de sortir d'une trop grande dépendance des secteurs prioritaire par rapport aux aides publiques et aux financements bilatéraux et multilatéraux émanant de bailleurs de fonds internationaux.